

JOURNAL

LA GENÈSE DU CONFLIT AU SAHEL

Les réunions internationales – à Malte en octobre, à Abuja en novembre, à New York en décembre – se sont succédé, les bruits de bottes et de drones se sont faits pressants, les médiations se sont multipliées et les options se sont additionnées sans qu’un scénario de solution de la crise au Sahel ne se dessine pour autant, l’intervention n’étant pas en elle-même une solution. S’il est légitime (le gouvernement malien en est demandeur) et nécessaire (le *statu quo* était intolérable pour les communautés locales), cet activisme souffre, en réalité, d’un problème plus profond que la simple question de l’intervention, à savoir la dissonance entre les procédures de résolution de crise mises en place par la communauté internationale au lendemain de la guerre froide et la complexité des conflits de l’après-11 Septembre comme, on peut déjà le dire, de l’après-printemps arabe.

Aujourd’hui, à la faveur d’un discours sécuritaire et d’un interventionnisme banalisés ces vingt dernières années, la question du Sahel est en passe d’être confinée à la seule intervention armée au Mali. Cette solution n’en demeure pas moins com-

plexe, moins dans son bien-fondé que dans sa faisabilité et ses conséquences, et ce pour trois raisons.

Changer notre manière de concevoir le conflit

Premièrement, au-delà de la nature tragique de la crise (202 000 réfugiés, 204 000 déplacés internes et 16 otages), l’avènement de conflits labyrinthiques mettant en scène des groupes armés non étatiques qui se déploient de manière transnationale représente une transformation de l’ordre international qui n’a pas été suffisamment synthétisée par les décideurs politiques. Autant l’architecture de flux financiers mondialisés a rapidement suscité des controverses sur la mise à jour des politiques économiques, autant l’analyse des modes d’action et des objectifs des nouveaux groupes armés demeure confinée aux écoles de guerre. De manière anachronique, nos sociétés imaginent encore une soldatesque avançant vers un front homogène là où la guerre a désormais de multiples visages.

Toute définition de stratégie à l’endroit de cette crise doit donc pouvoir apporter des réponses adaptées à l’agilité et à l’évanescence de ces acteurs émergents, plutôt que se concentrer sur la déliquescence des

États dans un contexte postcolonial. Comment faire face, efficacement, à des groupes qui déploient leur violence à la fois sur le mode de la guérilla insurrectionnelle (terrorisme globalisé post-Al-Qaïda) et d'actions médiatisées de plus en plus relayées, non plus simplement par des médias, mais par des individus éparpillés sur la planète ? La vision fataliste et simpliste – ou serait-ce plutôt une prophétie autoréalisatrice ? – qui accompagne le mot-valise d'« Afghanistanisation » du Sahel ne peut être la seule, qui postulerait l'inévitabilité de l'intervention comme « mal nécessaire ». À présent qu'elle est en cours, il faut souhaiter que ses modalités tirent les leçons de la Somalie, du Kosovo, de l'Afghanistan, de l'Irak et de la Libye pour éviter un lendemain chaotique à un Mali et à un Sahel déjà longtemps travaillés par ces groupes déstabilisateurs.

Renoncer à l'exclusivité du prisme religieux

À ce défi de mise à jour de nos grilles de lecture vient s'ajouter, deuxièmement, une nécessaire rectification de l'évaluation des motivations de ces mêmes groupes. Alors que, depuis au moins cinq ans, les avatars d'Al-Qaïda se sont distingués par le flou de leurs revendications politiques et par la présence d'un islamisme théâtral associé à une criminalité bien réelle, c'est l'identité religieuse d'organisations comme Al-Qaïda au Maghreb islamique, Ansar Al Din ou encore le Tawhid wal Jihad (Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest) qui a été sys-

tématiquement privilégiée dans le récit sécuritaire dominant. Là où il aurait fallu comprendre de façon comparative le fonctionnement d'économies politiques du terrorisme post-moderne qui, du nord du Mexique au nord du Nigeria, fonctionnent sur les mêmes logiques de profit, de corruption d'officiels, de mise en scène de violence extrême et de captation d'espace social abandonné par l'État, la lecture ambiante offerte a été celle du fondamentalisme islamiste.

Au vrai, l'acceptation de leur posture déclamatoire aura renforcé des organisations qui ont su jouer la carte de l'épouvantail islamiste à Gao, Kidal et Tombouctou. De fait, résorber les dynamiques introduites au Sahel depuis 2003 par l'ex-Groupe salafiste pour la prédication et le combat algérien et rendues plus pérennes par la reprise de la rébellion touarègue au lendemain de la révolution libyenne, nécessitera, au-delà d'actions militaro-policières ponctuelles qui masquent les symptômes sans guérir la maladie, des opérations plus complètes pour dénouer ces réseaux et défaire durablement leur emprise sociale.

Repenser le rôle des États

Enfin, un troisième étage de la complexité des nouvelles crises est celui de l'ambivalence des réponses des États face à ce genre de crise. Au Sud, l'atomisation des centres de décision désormais demandeurs d'intervention et l'inefficacité d'une coopération sécuritaire régionale cloisonnée, bureaucratisée et politi-

sée ont donné une longueur d'avance aux groupes armés, qui étendent leur emprise au-delà des frontières des États, comme en attestent les liens entre Aqmi au Sahel, le Boko Haram au Nigeria et les Shebab en Somalie.

Au Nord, la fin de l'immunité des métropoles, illustrée à New York en 2001, à Madrid en 2004 et à Londres en 2005, a légitimé des actions expéditionnaires préventives pour désamorcer le débordement transnational de l'insécurité. L'éloignement et la neutralisation de menaces réelles ou virtuelles par l'introduction de pratiques extraterritoriales, à la légalité contestée et qui sont de moins en moins visibles publiquement, ne répondent pas pour autant à la question de la déliquescence étatique.

Face à la complexité de crises comme celles se manifestant désormais au Mali et en Syrie, où les acteurs de cette même insécurité influencent tactiquement la perception internationale afin de maximiser des positions locales fluctuantes, l'approche sécuritaire montre ses limites et l'interventionnisme classique son obsolescence. La question de l'État est donc au cœur de ces nouveaux conflits : peut-on réintroduire la souveraineté de l'État lorsqu'on l'écorne toujours un peu plus ?

Mohammad-Mahmoud
Ould Mohamedou

ÉGYPTE, DIFFICILE LIBERTÉ

Un puissant sentiment de liberté a soufflé sur l'Égypte après la chute du régime de Moubarak. Le mur de la peur est tombé ; pour la première fois de leur vie, pour la plupart d'entre eux, les Égyptiens ont voté et ils l'ont fait avec fierté : ce sont là des acquis immenses, sous-estimés quand on est loin, que l'on n'a pas connu les contraintes de l'état d'urgence (40 ans !), l'omniprésence de la police et ses excès, l'arrogance du régime déchu. Cette révolution est d'abord une requête de dignité.

Maintenant, l'euphorie des commencements est retombée, on est entré dans le temps de la politique et la transition ne peut qu'être longue. Les premiers scrutins, les législatives, ont donné une large majorité aux islamistes (76 % des voix), ce qui n'est pas une surprise dans un pays où l'islam imprègne beaucoup les mentalités populaires. Pour les présidentielles, le scrutin était déjà plus partagé : Mohamed Morsi, candidat des Frères musulmans, est passé de justesse (51 %). La Constitution qu'il vient de faire passer en force n'a mobilisé, elle, que 32,9 % de l'électorat et au total seul un Égyptien sur cinq a voté pour. Faut-il y voir une première prise de distance par rapport aux partis islamistes ? Le scrutin à venir des législatives nous le dira peut-être. L'opposition libérale, elle, peine à s'organiser, à constituer un front uni, avec un programme cohérent, mais faut-il s'étonner dans un pays qui a vécu près